[Prenom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal] [VILLE]
Paris, le 12/11/2026

Objet : Mise en demeure de mettre en œuvre la garantie légale de conformité

Madame, Monsieur,

J'ai acquis auprès de [nom de l'entreprise], le [date d'achat], [désignation du produit] pour un montant de [montant], ainsi qu'en atteste la facture jointe portant la référence [référence du contrat]. Or, ce bien présente un défaut de conformité qui le rend impropre à l'usage que j'en attends légitimement : [description précise du défaut]. Je vous ai signalé ce problème le [date], mais vous avez refusé d'y donner suite.

Je me permets de vous rappeler qu'en votre qualité de vendeur professionnel, vous êtes tenu de me livrer un bien conforme au contrat et de répondre des défauts de conformité existant au moment de la délivrance. Cette garantie légale couvre une durée de deux ans à compter de la remise du bien neuf, période durant laquelle ma demande s'inscrit pleinement.

Le défaut étant apparu pendant la durée de la garantie, il est présumé exister dès la délivrance, sans que j'aie à en rapporter la preuve ; il vous appartient, le cas échéant, de démontrer le contraire.

À ce titre, je suis en droit d'exiger en priorité la réparation ou le remplacement du produit, sans aucun frais à ma charge. Si cette solution se révélait impossible, exigeait un délai déraisonnable, ou si un nouveau dysfonctionnement persistait, je serais alors fondé à réclamer une réduction du prix ou le remboursement intégral contre restitution du bien.

Je tiens également à souligner que cette garantie légale est entièrement gratuite : elle est distincte de toute garantie commerciale et indépendante de toute extension de garantie payante. Vous ne pouvez donc ni la refuser, ni m'imposer un quelconque coût, ni me renvoyer vers le fabricant, lequel n'est pas mon interlocuteur dans le cadre de cette obligation qui vous incombe directement.

En conséquence, je vous mets en demeure de procéder, dans un délai raisonnable, à la [réparation ou remplacement] du produit sans frais. À défaut de réponse favorable de votre part, je me verrai contraint de saisir un médiateur de la consommation, puis, si nécessaire, la juridiction compétente afin de faire valoir mes droits.

Dans l'attente de votre retour, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Prenom][NOM]

Signature